



Retour d'expérience sur la deuxième vague de recrutement du panel Elipss

Janvier 2018

Centre de données
socio-politiques



Table des matières

1Analyse quantitative du recrutement de la deuxième vague.....	4
2Les enquêtes depuis 2016.....	8
3Coûts du dispositif.....	13
4Annexe 1 : programmation des questionnaires 2016 et 2017...15	

Le panel ELIPSS (Étude Longitudinale par Internet Pour les Sciences Sociales) est un dispositif d'enquêtes par internet destiné à la communauté scientifique. Ce panel fait partie intégrante de l'instrument DIME Quanti, qui est un des trois volets de l'équipement d'excellence DIME-SHS (ANR-10-EQPX-19-01), financé de début 2011 à fin 2019 dans le cadre du programme d'investissements d'avenir pour la recherche publique, l'innovation et l'enseignement supérieur. Le panel ELIPSS vise à combler l'absence de moyens d'enquête par questionnaire propres aux chercheurs en France en sciences humaines et sociales. Il s'agit d'un panel internet sur échantillon probabiliste de la population résidant en France métropolitaine. Une tablette tactile et un abonnement internet mobile sont fournis aux panélistes sélectionnés aléatoirement afin qu'ils participent aux enquêtes mensuelles. Ces dernières sont élaborées par des chercheurs et sélectionnées par un comité scientifique et technique. Pour la phase pilote du dispositif ELIPSS, un premier échantillon constitué de 1 039 panélistes avait été recruté en 2012. En 2016, 2 514 nouveaux panélistes ont intégré le dispositif afin de constituer un panel d'environ 3 300 individus. Les deux échantillons ont été tirés dans le recensement par l'INSEE.

L'administration mensuelle d'un questionnaire web d'une demi-heure à plus de 3 000 personnes qui ont entre 18 et 79 ans implique la mise en place d'une équipe aux compétences variées et également d'outils de suivi de la participation au panel. Les gestionnaires de panel, en lien direct avec les panélistes, doivent disposer de compétences informatiques et relationnelles pour assurer les échanges avec des panélistes tous différents et répondre à leurs problèmes en lien avec l'utilisation de la tablette. L'équipe doit aussi disposer des compétences dans la production de questionnaires en mobilisant les possibilités offertes par le web avec la qualité exigeante des questionnements en SHS. Il s'agit de la conception de questionnaire web pour la recherche, la publication HTML de contenus interactifs (audio, vidéos, questionnaires, jeux...), de l'utilisation du langage de programmation de questionnaire Blaise, de la mise à disposition des données dans les formats standards. Enfin, l'équipe doit à la fois maintenir la qualité de la production à une cadence importante (une collecte toutes les 5 semaines en général) tout en se renouvelant continuellement du fait des évolutions rapides des technologies utilisées et de l'activité de recherche.

Ce rapport s'inscrit dans la convention entre Sciences Po et l'INSEE pour la mise à disposition de l'échantillon de 10 000 logements pour le recrutement de nouveaux panélistes en 2016. Il s'agit d'examiner son utilisation dans le dispositif ELIPSS depuis lors. Ainsi, une analyse quantitative du recrutement est suivie d'une description des enquêtes proposées depuis 2016 aux panélistes. La dernière partie expose l'organisation de l'équipe et le temps de travail nécessaire à la production d'une enquête ELIPSS.

1 Analyse quantitative du recrutement de la deuxième vague

L'échantillon de 10 000 fiches adresse fourni par la division Sondage de la Direction de la Méthodologie et de la Coordination Statistique et Internationale de l'Insee était constitué d'un échantillon principal de 6 000 logements et de 7 échantillons de réserve. La population cible de l'enquête a été définie comme les résidents métropolitains (hors Corse) de 18 à 79 ans.

L'objectif étant de profiter de la réunion de l'échantillon recruté en 2012 et de celui recruté en 2016 au sein d'un même panel, l'âge de la population cible a été avancé de 4 ans pour le deuxième échantillon pour tenir compte du vieillissement de l'échantillon pilote. Le prestataire Ipsos était chargé du recrutement en face à face de cette deuxième vague avec un objectif de 2 700 panélistes.

Le recrutement de 2016 a mobilisé 149 enquêteurs qui ont reçu une journée de formation relative à la démonstration de l'utilisation de la tablette. Avant la visite de l'enquêteur, une lettre-avis a été remise à chaque ménage pour prévenir et expliquer l'objectif de cette visite. Les règles de contact suivantes ont été définies :

- ➔ au moins 4 visites à différents moments dans la semaine et la journée pour considérer le ménage comme non-contact. Avec au moins une visite un soir de semaine et une visite le samedi ;
- ➔ au moins 15 jours de tentative avant de classer le ménage comme non-contact.

Le recrutement devait être réalisé en face-à-face uniquement et l'enquêteur devait convaincre la personne du ménage sélectionnée par la méthode Kish de participer au panel ELIPSS, faire une démonstration de la tablette et lui faire signer la convention de participation à ELIPSS. Un questionnaire extrait de l'enquête annuelle ELIPSS (voir la liste des enquêtes en annexe) était ensuite administré afin de recueillir des informations sur le statut familial, le niveau de diplôme, la situation professionnelle d'ego et du conjoint, la situation économique, la sociabilité et la participation sociale et politique et enfin l'équipement et l'utilisation d'internet. En cas de refus du ménage ou d'un individu, l'enquêteur devait poser quelques questions pour recueillir les informations socio-démographiques principales, l'intérêt pour la politique et l'équipement internet. En moyenne chaque enquêteur disposait d'une soixantaine de ménages à contacter.

En suivant les conventions définies par l'American Association of Public Opinion Research¹, le taux de panélistes inclus initialement est de 30%. Pour expliquer un taux de recrutement plus faible qu'espéré, on peut mettre en avant les difficultés pour contacter les ménages et gérer le réseau d'enquêteurs, notamment pour motiver les enquêteurs à finir d'exploiter leurs adresses. Ces problèmes ne sont pas spécifiques à l'institut Ipsos. Le marché des instituts capables de réaliser des enquêtes en face-à-face en France métropolitaine est peu concurrentiel. Seuls trois ou quatre instituts peuvent mener ce type d'études. Par ailleurs, alors que l'expérimentation d'envoi de bons cadeaux de 10 euros aux ménages pendant le recrutement du pilote a montré un effet positif sur le taux de recrutement (sans altérer la participation au panel par la suite), il n'a pas été possible financièrement d'utiliser à nouveau ce type d'incitations. Or ceci aurait pu permettre un taux de recrutement plus élevé que celui obtenu. Il est enfin possible que la hausse du nombre de

1 Il s'agit plus précisément du RR3, défini sur www.aapor.org

ménages déjà équipés d'une tablette ait réduit l'attractivité de l'équipement proposé depuis l'étude pilote en 2012-2013.

	% des 9 000 adresses exploitées
Ménage non-enquêtable	11,90%
Adresse imprécise	2,70%
Adresse correspondant à une entreprise, une administration	0,50%
Logement vacant, inoccupé, adresse n'existe plus, en construction, résidence secondaire	3,60%
Hors-champ (âge, langue, état de santé, déménagement dans les 3 mois, absent plus de 6 mois)	4,10%
Autre inéligible	1,00%
Ménage exploitable mais non enquêté	24,50%
Pas de réponse	19,00%
Logement inaccessible	4,80%
Autre raison (rendez-vous, problème de santé)	0,70%
Ménage exploité	63,60%
Refus de participer (ménage)	20,10%
Accord pour remplir tableau de composition du ménage et sélection d'un individu	43,50%
<i>dont : Individu non-enquêtable</i>	<i>1,90%</i>
<i>Individu exploitable mais non enquêté</i>	<i>1,40%</i>
<i>Refus de participer (individu)</i>	<i>12,20%</i>
<i>Recrutement réalisé</i>	<i>28,00%</i>
TOTAL	100,00%

Bilan du dernier contact au niveau du ménage

Par rapport au recensement, la répartition hommes/femmes est correcte. On observe en revanche une sous-représentation des habitants de l'Île-de-France, du Nord-Pas-de-Calais et de Provence-Alpes-Côte d'Azur, tandis que ceux des régions de l'Ouest sont sur-représentés au sein des panélistes. Cette répartition régionale reflète les difficultés usuellement rencontrées pendant les collectes en face à face, sauf pour la région Nord-Pas-de-Calais pour laquelle des difficultés liées à des incidents inhabituels avec le réseau d'enquêteurs de la région sont apparues (arrêts maladie, enquêteurs novices, etc.). Les jeunes de 18 à 34 ans sont sous-représentés dans l'échantillon (21,5% au lieu de 27,2%), tandis que les personnes âgées de 45 à 54 ans sont sur-représentées. En revanche, la représentation des personnes les plus âgées est plutôt proche de la population de référence. On compte aussi davantage d'actifs parmi les nouveaux panélistes (69,2%) que parmi la population cible des 18-79 ans (64,7%). On observe enfin une sous-représentation des ménages d'une seule personne, qui sont plus difficiles à joindre, et des personnes peu diplômées. Il s'agit majoritairement de sous-représentations semblables à celles relevées dans d'autres enquêtes en face-à-face.

Page suivante, une comparaison des profils des panélistes avec l'enquête annuelle du recensement (EAR 2014) sur la sous-population des 18-79 ans en France métropolitaine. Le statut d'emploi et la région sont estimées sur l'EAR 2013 et le niveau de diplôme sur les 15 ans et plus (hors étudiants) 2013.

	Nouveaux panélistes 18-79 ans	Population générale (EAR 2013 2014)
Sexe		
Hommes	47.7	48.8
Femmes	52.3	51.2
Age		
18-24	7.5	11.0
25-34	14.0	16.2
35-44	20.3	17,5
45-54	24.0	19,6
55-64	17.8	17,2
65-79	13.1	18,6
Statut d'emploi		
Actif (emploi, apprentissage, chômage)	69.2	67.2
Retraité	20.6	22.9
Etudiant, autres inactif	10.2	12.4
Diplôme		
Aucun diplôme, BEPC, CEP, brevet des collèges	25	32.2
CAP, BEP	14	24.0
Baccalauréat (général, technologique ou professionnel)	20	16.7
Enseignement supérieur	41	27.1
Nombre de personnes dans le ménage		
1	25.1	35.5
2	35.6	32,7
3	14.9	14.4
4	16.1	12.1
5 et plus	8.3	5,3
Région		
Nord-Pas-de-Calais	3.9	6.4
Picardie	3.4	3.0
Haute-Normandie	3.1	2.9
Basse-Normandie	2.7	2.3
Ile-de-France	13.0	18.9
Champagne-Ardenne	1.9	2.1
Lorraine	4.4	3.8
Alsace	2.9	3.0
Bretagne	7.0	5.1
Pays de la Loire	6.8	5.7
Centre	4.5	4.0
Bourgogne	2.7	2.6
Franche-Comté	1.9	1.9
Poitou-Charentes	4.4	2.8
Limousin	1.4	1.2
Auvergne	2.8	2.2
Rhône-Alpes	10.0	10.0
Aquitaine	6.5	5.3
Midi-Pyrénées	5.0	4.7
Languedoc-Roussillon	5.0	4.3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	6.7	7.9

Les estimations présentées ci-dessus sont non-pondérées et ne prennent donc pas en compte le plan de sondage. Des pondérations sont proposées aux utilisateurs afin de prendre en compte le plan de sondage et de corriger les biais dus à la non-réponse. Cette pondération agrège les 817 individus de l'échantillon pilote toujours présents en septembre 2016 aux 2 514 nouveaux inclus. Malgré la dispersion importante constatée sur les poids de tirage du pilote, la réunion des deux ensembles conduit à une dispersion raisonnable. Pour obtenir le poids de sondage de la réunion des deux échantillons, nous avons profité des conseils de S. Legleye (INSEE) et considéré qu'ils représentaient la même population cible (même si l'échantillon du pilote a vieilli de 4 ans) et ont été agrégés dans l'échantillon cible au prorata du volume d'individus des échantillons source. Concrètement les poids du pilote sont multipliés par environ 1/3, et par 2/3 pour les poids de sondage de l'échantillon complémentaire.

Table des variables de calage

		Estimateur corrigé avant calage	Marges EAR 2014 (estimateur corrigé après calage)
		Proportions %	Proportions %
Age	18 à 22 ans	7,4	8,1
	23 à 34 ans	15,9	19,1
	35 à 44 ans	18,7	17,5
	45 à 54 ans	20,9	19,6
	55 à 64 ans	17,9	17,2
	65 à 75 ans	16,8	14,6
	75 à 79 ans	2,5	3,9
Diplôme	Aucun / CEP / BEPC	18,3	27,8
	Bac+3 et plus	22,2	15,2
	Bac / bac+2	36,4	33,6
	CAP / BEP	23,2	23,4
Sexe	Femme	51,2	51,0
	Homme	48,8	49,0
Nationalité	Étranger	9,1	6,1
	Français de naissance	86,1	88,3
	Français par acquisition	4,8	5,6
Région	Bassin parisien	17,2	16,3
	Centre-Est	12,1	12,2
	Est	8,6	8,6
	Méditerranée	12,5	12,3
	Nord	4,0	6,4
	Ouest	16,4	13,9
	Région parisienne Sud-ouest	16,8 12,3	18,9 11,4

La correction de la non-réponse totale est réalisée par la méthode des groupes de réponses homogènes sur des variables de la base de sondage au niveau ménage. Un calage est ensuite réalisé et prend en compte le niveau individuel (âge, sexe, diplôme, nationalité, région d'habitation). Deux pondérations initiales relatives aux échantillons du pilote et de la réunion du pilote et de l'échantillon complémentaire sont ainsi produites. Chaque vague d'enquête se voit attribuer une (ou deux) pondérations adossées aux seuls répondants. La deuxième pondération est adossée aux seuls répondants ayant participé aux enquêtes de la phase pilote. La non-réponse de vague

est traitée par un second calage sur les mêmes marges de l'EAR 2014. La non-réponse partielle, correspondant aux questionnaires incomplets, apparaît marginale (1,5 % en moyenne) et est assimilable à une non-réponse totale et traitée comme telle. La documentation des pondérations à disposition des utilisateurs présente plus en détail leur production et leur utilisation. Il est envisagé de produire une note utilisateur plus succincte pour souligner les points essentiels avec l'objectif d'un respect de la norme DDI¹.

2 Les enquêtes depuis 2016

Le comité scientifique et technique (CST) DIME Quanti sur lequel s'appuie l'équipe opérationnelle pour la sélection des enquêtes a été renouvelé à deux reprises depuis le début du dispositif, les mandats étant de 2 ans renouvelables. En septembre 2014, six nouveaux membres ont rejoint le CST alors que deux membres ont mis fin à leur mandat. A la fin du second mandat du CST à l'automne 2016, quatre nouveaux membres ont rejoint les onze membres qui ont souhaité renouveler leur mandat (deux ont quitté le comité). Comme prévu par la convention d'octobre 2015 relative à la livraison de l'échantillon ELIPSS, le CST DIME Quanti comprend un représentant de l'INSEE.

Le CST est actuellement composé des experts suivants :

- ➔ Rémy Caveng, maître de conférences en sociologie à l'Université de Picardie Jules Verne (Centre Universitaire de Recherches sur l'Action Publique et le Politique, Centre européen de sociologie et de science politique et Laboratoire de Sociologie Quantitative)
- ➔ Joanie Cayouette-Remblière, chargée de recherche en sociologie à l'INED
- ➔ Jérôme Cubillé, chercheur à EDF R&D
- ➔ François Denord, chargé de recherche en sociologie au CNRS (Centre européen de sociologie et de science politique)
- ➔ Céline Goffette, enseignant-chercheur au Laboratoire de sociologie quantitative du CREST (Centre de la Recherche en Économie et Statistique)
- ➔ Anne Jadot (présidente du CST), maître de conférences en science politique à l'Université de Lorraine
- ➔ Dominique Joye, professeur de sociologie à l'Université de Lausanne
- ➔ Cécile Lefèvre, professeur de sociologie à l'Université Paris Descartes (Centre de recherche sur les liens sociaux)
- ➔ Muriel Letrait, ingénieur d'études à l'Université Paris Descartes (Centre de recherche sur les liens sociaux)
- ➔ Pierre Mercklé, maître de conférences en sociologie à l'ENS de Lyon (Centre Max

1 www.ddialliance.org/

Weber)

- ➔ Gaël de Peretti (représentant INSEE), administrateur INSEE, chef de la division Recueil et traitement de l'information au sein du Département des méthodes statistiques à l'INSEE
- ➔ Élise Tenret, maître de conférences en sociologie à l'Université Paris Dauphine
- ➔ Karine van der Straeten, directrice de recherche en économie et science politique au CNRS (Toulouse School of Economics)
- ➔ Loup Wolff, administrateur INSEE, chef du Département des études, de la prospective et des statistiques au Ministère de la culture et de la communication
- ➔ Sonja Zmerli, professeur de science politique à Sciences Po Grenoble (PACTE)

Depuis 2012, sept appels à projets ont été ouverts dont trois pour les enquêtes à administrer au panel élargi en 2016. Ainsi, le CST de DIME Quanti aura eu à examiner environ soixante-dix projets déposés depuis sa création. La sélection des projets résulte alors d'une discussion collective sur la base de trois rapports d'évaluations.

Depuis 2012 ce sont donc environ dix enquêtes par an qui sont produites à destination de la communauté SHS. De septembre 2016 à décembre 2017, 12 nouvelles collectes ont été menées, correspondant à 16 questionnaires d'enquête (plusieurs projets de recherche peuvent être mis en œuvre pendant une collecte). En annexe, la liste des enquêtes montre la diversité des thèmes abordés. Depuis l'élargissement du panel en septembre 2016, des thèmes similaires aux enquêtes déjà administrées pendant la phase pilote ont été abordés - comme les pratiques culturelles, les comportements électoraux et opinions politiques, la santé, l'environnement - mais également de nouveaux thèmes comme le rapport à l'État, la compréhension des questions financières, le gaspillage, les représentations territoriales, etc.

Parmi ces enquêtes, plusieurs ont fait appel à des dispositifs innovants pour lesquels de nouveaux développements informatiques ont été réalisés. Par exemple, s'inspirant d'une enquête sur la mobilité administrée lors de la phase pilote, le développement d'une carte géographique a été de nouveau requis en 2016. Les panélistes étaient alors invités à sélectionner les territoires (pays, départements) qu'ils percevaient comme relevant ou devant relever d'un regroupement territorial donné (leur région de résidence, l'Union européenne). A des fins méthodologiques, ces mêmes questions sous forme de listes et de drag&drop étaient proposées à une partie de l'échantillon sélectionné aléatoirement.

La prise de photo en cours de questionnaire avait également été développée lors de la phase pilote pour interroger le rapport entre les habitudes alimentaires et la disposition de l'habitat, notamment la cuisine. Cette fonctionnalité a été de nouveau utilisée pour une enquête sur la consommation de séries audiovisuelles¹ et au cours de laquelle les panélistes étaient invités à prendre en photo le lieu depuis lequel il ont l'habitude de regarder des séries. L'application ELIPSS permet de nouvelles formes de questionnaire avec la possibilité de mobiliser beaucoup d'informations comme des listes qui sont préchargées dans l'écriture intuitive.

1 800 séries étaient alors proposées à la sélection

Les capacités offertes par l'outil numérique ne s'arrêtent pas à la mesure active du panéliste, bien au contraire les technologies web permettent et se sont développées dans l'objectif d'une mesure passive des activités des panélistes. Les outils mis en place dans le cadre d'ELIPSS permettent la production de para données à différents niveaux. A un premier niveau, elles complètent les données d'enquêtes en ce qu'elles peuvent être utilisées dans les analyses qui s'y réfèrent. Il s'agit de l'enregistrement du temps de complétion par question (ou total), de la date et des heures de réponse au questionnaire, etc. A ce même niveau peuvent également venir s'ajouter des para-données qui touchent à l'ergonomie du questionnaire. Elles ne sont pas systématiques, mais plutôt définies au cas par cas dès lors qu'une interface de réponse très spécifique est proposée au répondant ; ces para-données viennent ainsi enrichir l'expérience de l'équipe en production de données. Pour reprendre un exemple donné plus haut concernant les cartes géographiques, il s'agit par exemple d'enregistrer le nombre de consultations de l'aide - afin d'estimer le niveau de difficulté imposé par un tel exercice en population générale -, les mouvements réalisés avant de valider sa sélection de territoires - afin d'avoir des indices sur le niveau de difficulté imposé par le tactile ou les hésitations provoquées par l'exercice-, l'orientation de la tablette pendant la complétion du questionnaire, etc.

A un second niveau se situent les para données plus transversales aux enquêtes produites. Il est question d'informations sur les dates d'entrée dans le panel, l'attrition ou encore les types de relances parallèlement effectuées. Ces informations ont pour objectif de faciliter la gestion du panel. A ce titre, aussi pour des questions de pilotage, un tableau de bord propose la visualisation continue des indicateurs suivants :

Panélistes actifs :

- ➔ Distinguer des questionnaires terminé/commencé/non commencé ;
- ➔ Suivre l'évolution au cours des enquêtes ;
- ➔ Distinguer panel du pilote / panel complémentaire / panel total ;
- ➔ Taux de réponse, basé sur les panélistes invités.

Panélistes désactivés :

- ➔ Taux d'attrition ;
- ➔ Motifs de désactivation.

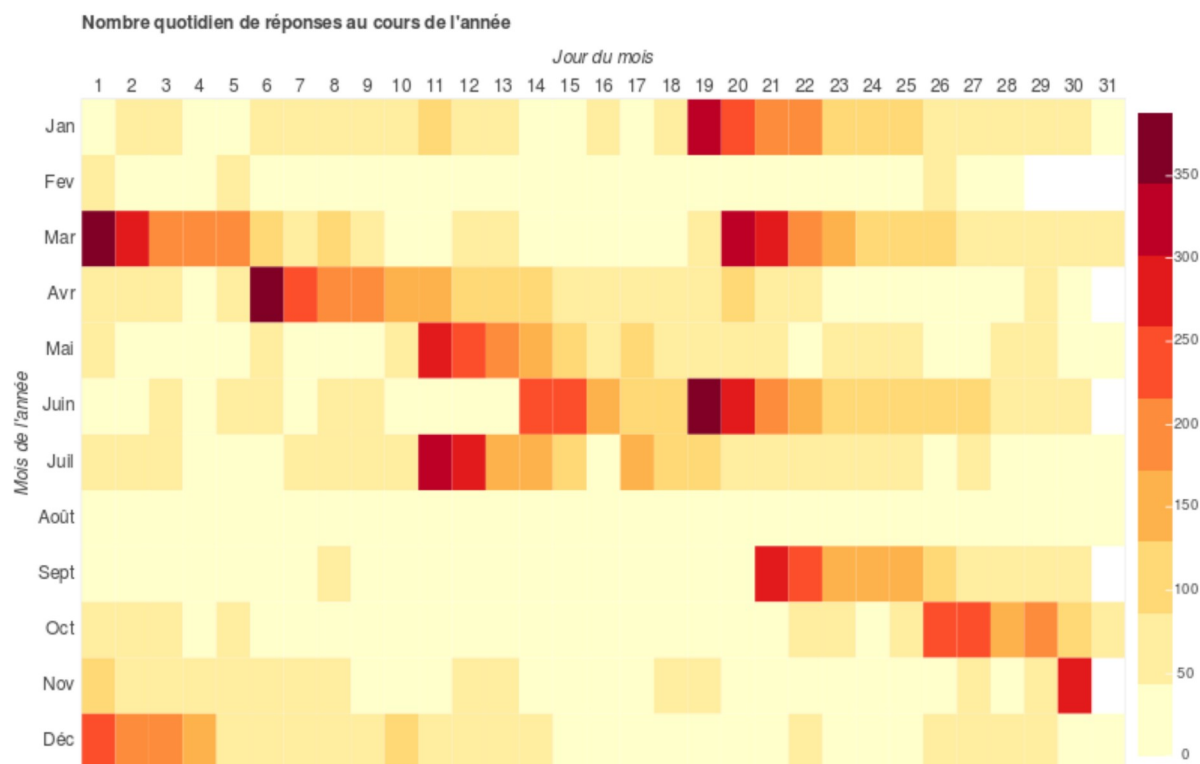
Distribution du temps de remplissage :

- ➔ Temps minimal ;
- ➔ Temps médian.

Histogramme des réponses par jour :

- ➔ Distinguer les différents types de relances ;
- ➔ Statistiques par heure.

Illustration 1: extrait du tableau de bord ELIPSS



Les questionnaires ont une durée moyenne de trente minutes et sont accessibles sur l'application pendant cinq semaines généralement, à l'exception des mois d'été et de la fin d'année avec des collectes plus longues. Certains terrains d'enquête peuvent également être plus courts si cela fait partie des spécifications de l'équipe de recherche à l'origine du projet, toutefois, les collectes plus courtes présentent des taux de réponse moins élevés.

En moyenne, 85% des personnes invitées à répondre, complètent l'enquête (écart-type de 3.6 points). L'attrition était de 22% en quatre ans pour le pilote. Elle suit la même évolution et atteint 16 % au bout de 2 ans sur le panel complémentaire.

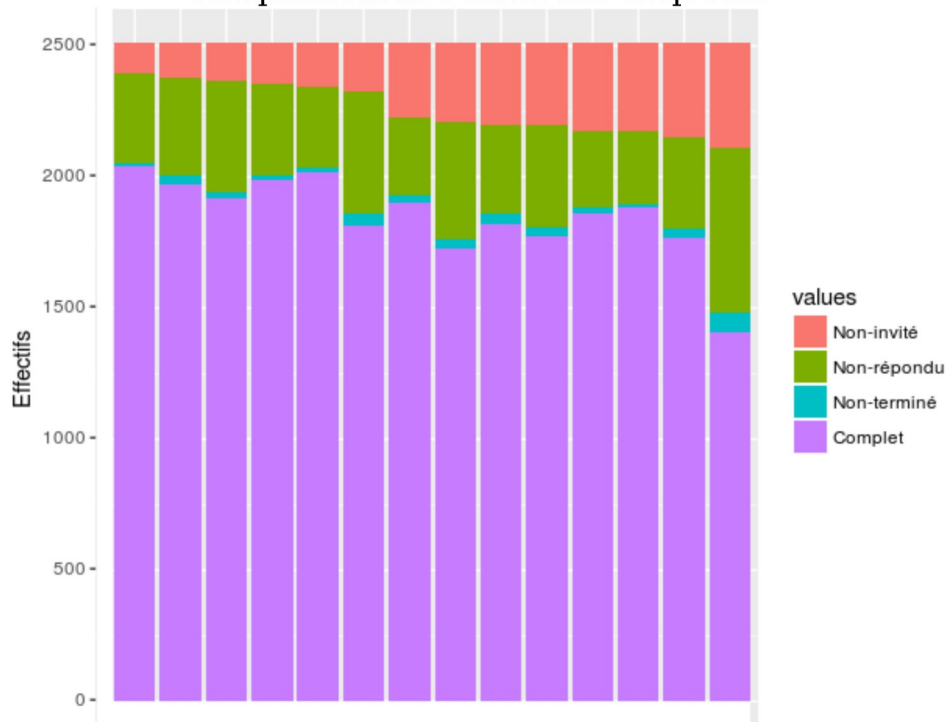
Des relances par message sur la tablette et par courriel sont systématiquement envoyées aux non-répondants à deux reprises pendant la collecte. Si le taux de réponse en cours de collecte apparaît anormalement bas, d'autres relances automatiques ou individuelles peuvent être programmées. En parallèle, des relances individuelles par téléphone et par courrier postal sont menées auprès des non-répondants à plus de 2 enquêtes consécutives.

Ainsi, les données et outils développés de gestion de panel sont indispensables pour mener un pilotage fin et avoir une réactivité forte lors de la passation. Ceci permet d'atteindre de bons taux de réponse et une attrition relativement faible, ceci également grâce à l'abonnement 4G bien sûr, mais aussi grâce aux actions de la gestion de panel et à la qualité des questionnaires (sur le fond et la forme).

La participation mobilisable dans les estimateurs pondérés concerne les seuls répondants ayant complètement terminé le questionnaire. On observe que la part de

questionnaires incomplets est très faible (voir illustration 3). La proportion de personnes invitées à participer mais n'ayant pas commencé le questionnaire apparaît relativement constante dans le temps. A l'inverse l'attrition, définie comme la part des personnes exclues du panel et qui ne sont donc plus invitées à participer ne peut qu'augmenter. Il s'agit à part égale de demande de départ explicite du panéliste et des personnes qui ont été exclues du fait de leur non-participation constatées sur plusieurs enquêtes consécutives. Le graphique ci-dessous présente les effectifs mobilisés en temps réel (la dernière enquête étant en cours de collecte).

Illustration 2: Evolution de la participation sur le panel complémentaire au fil des enquêtes



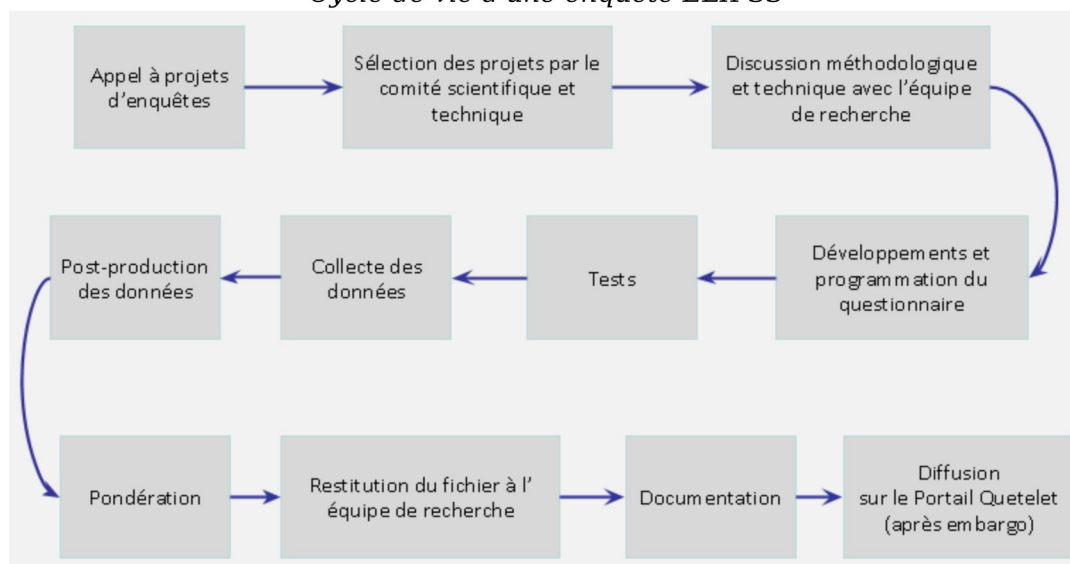
3 Coûts du dispositif

La chaîne de production implique des métiers différents toujours associés à des compétences informatiques pointues. Une grande partie des opérations apparaît automatisable au fur et à mesure que les technologies employées s'accordent dans un ensemble harmonieux. Les évolutions rapides des technologies (ne serait-ce que l'ensemble du code impliqué qui est mis à jour quotidiennement), les standards, les applications et les terminaux changent continuellement et nécessitent une bonne expérience des systèmes d'information pour anticiper et faire les bons choix d'investissement technologiques. Pour la partie technique, ELIPSS peut s'appuyer (au CDSP) sur 10 équivalents temps plein répartis parmi 15 personnes. Cette équipe assure à la fois la gestion de panel, la conception et la programmation des questionnaires, le développement d'application, le traitement de données, la documentation de données et leur mise à disposition.

L'ensemble des outils mobilisés sur ces fonctions, quand ils ne sont pas directement conçus par l'équipe, sont en version de développement et nécessitent d'être régulièrement configurés, adaptés et maintenus. L'intégration dans un écosystème de technologies (logiciels et standards) apparaît être le premier coût pour mettre en place le dispositif. L'acquisition et le maintien des compétences informatiques nécessaires sur toute la chaîne de production sont une part non-négligeable des coûts imputables aux enquêtes.

Une fois le dispositif en place, chaque enquête voit ses coûts réduits par l'industrialisation du processus. Celui-ci peut être décomposé en étapes sur une chaîne de production qui suit le cycle de vie des données ELIPSS présenté ci-dessous.

Cycle de vie d'une enquête ELIPSS



Le développement d'une gestion de panel, d'une production de questionnaire et d'une mise à disposition documentée, s'appuie sur la définition de nombreuses procédures et sur un suivi vigilant des étapes de production. Le maintien des procédures est souvent crucial pour la qualité des données et les correctifs logiciels à apporter nécessitent une veille et une grande réactivité. Chaque outil mobilisé dans

la passation d'enquête doit pouvoir être réparé rapidement en cas de bug. La maîtrise des outils organisationnels (gestion du code sur Git¹, partage des informations en réseaux, gestion des tâches et management des équipes) apparaît un coût important à signaler. Par ailleurs, le respect des exigences de la protection des données personnelles impose la définition de process supplémentaires pour les traitements de données.

Une estimation du temps passé à chaque étape de production sur une enquête peut être réalisée à titre indicatif, tout en gardant à l'esprit les difficultés qu'il peut y avoir à définir une enquête standard et à délimiter les différentes étapes du processus de production. Aussi pour une enquête qui mobilise les différentes personnes impliquées sur une durée globale de 320 heures de travail, nous avons environ 40 heures consacrées aux discussions avec les équipes de recherche et l'étude de faisabilité, 75 heures pour la programmation du questionnaire et les développements associés et 90 heures à la post-production. Sont notamment regroupés sous le terme post-production des activités dépendantes du questionnaire comme le recodage des valeurs manquantes, le recodage des variables à choix multiples ou ordonnées, et l'appariement aux variables sociodémographiques de l'enquête annuelle (voir la liste des enquêtes en annexe), etc. Le reste du temps comprend les activités comme les tests du questionnaire, la pondération, l'analyse de la qualité et la documentation.

La professionnalisation de l'équipe, le développement des outils informatiques spécifiques et la définition précise des processus de production permettent de maintenir la cadence (quasi) mensuelle de production des enquêtes ELIPSS.

1 git-scm.com/

4 Annexe 1 : programmation des questionnaires 2016 et 2017

DYNAMOB - Dynamiques de mobilisation : comprendre la formation des choix électoraux (2013-2017) (83,1 % de répondants)

Objectifs : Le projet DYNAMOB s'inscrit dans les débats sur les mutations récentes du rapport au politique : le recul de la participation électorale, la montée du « vote intermittent » et le relâchement des liens partisans notamment montrent que le citoyen-électeur des années 2000 n'est plus celui des années 1960. Ce constat a déjà provoqué un changement dans les paradigmes d'explication du vote, avec l'affirmation de modèles focalisés sur la manière dont les individus prennent leurs décisions (au détriment de modèles centrés sur les appartenances sociales et politiques de long terme (modèle de Columbia, modèle de Michigan). Les campagnes électorales ont ainsi retrouvé une place centrale au sein de la littérature internationale. Or, à ce jour, on ne dispose pas en France d'outils d'analyse qui pourraient permettre de mesurer simultanément le poids relatif des facteurs de court terme et des facteurs de long terme sur le vote des électeurs. Le projet DYNAMOB vise à y remédier.

En termes méthodologiques, DYNAMOB se distingue des panels électoraux français classiques par la durée de son terrain (presque un mandat présidentiel) et par sa périodicité. Pour la première fois en France, il doit permettre de comparer tous les types d'élections en couvrant les municipales de 2014, les européennes de 2014, les départementales de 2015, les régionales de 2015, ainsi que la présidentielle et les législatives de 2017. Il prévoit également des interrogations régulières hors des échéances électorales, afin de comprendre ce que deviennent les électeurs entre les élections. Le dispositif général repose ainsi sur le principe de l'alternance des temporalités, avec des vagues d'enquête spécifiques lors des élections (une vague pré-électorale et une vague post-électorale), et des réinterrogations régulières hors des échéances électorales. Enfin, DYNAMOB se veut comparatif et cumulatif par l'intégration des questions issues des principales enquêtes électorales comparatives.

Porteur du projet : Vincent Tiberj (Directeur de recherche FNRS - Sciences Po Bordeaux)

Partenaires : Florent Gougou (coordinateur opérationnel), Camille Bedock, Céline Braconnier, Sylvain Brouard, Bruno Cautrès, Flora Chanvril, Jean Chiche, Bernard Denni, Jean-Yves Dormagen, Martial Foucault, Emiliano Grossman, Isabelle Guinaudeau, Antoine Jardin, Simon Labouret, Viviane Le Hay, Raul Magni-Berton, Nonna Mayer

Périodes de réalisation : septembre - octobre 2016 (vague 13), décembre 2016 - janvier 2017 (vague 14), mars - avril 2017 (vague 15), mai - juin 2017 (vague 16), juin - juillet 2017 (vague 17), novembre - décembre 2017 (vague 18)

ELIPSSilice2 : Santé, travail, environnement ; enquête sur les expositions aux poussières inorganiques (vague 2) (86,1 % de répondants)

ELIPSSilice a pour objet la mesure de l'impact sanitaire de l'exposition à des poussières inorganiques, à commencer par la silice. L'enquête ne s'arrête pas à la silicose, associée à un secteur professionnel délimité (mine), mais cherche à évaluer le lien causal entre l'exposition à ces poussières et le déclenchement de plusieurs maladies inflammatoires systémiques d'étiologie méconnue.

Hérité du projet plus général SILICOSIS, ELIPSSilice est un moyen de compléter les terrains d'enquêtes existant dans le premier (cas-témoins, sous-populations spécifiques).

Porteur du projet : Rosental Paul-André (Professeur des Universités, Sciences Po)

Partenaires : Vincent Michel, Cavalin Catherine, Mchugh-Dillon Harriet

Période de réalisation : octobre - novembre 2016

REWARCE - Étude des représentations et pratiques du gaspillage, de la prévention des déchets et de l'économie circulaire (83,0 % de répondants)

Objectifs : Aujourd'hui, le terme de gaspillage est essentiellement mobilisé en France au travers du thème du gaspillage alimentaire. Pour autant, cette notion peut potentiellement englober toute consommation évitable et donc dépasser les questions spécifiques d'économie d'énergie, de prévention des déchets ou encore de réduction de l'emprunte carbone. En ce sens, le terme générique de gaspillage apparaît comme particulièrement intéressant à mobiliser dans le discours des pouvoirs publics afin de désigner dans une désignation globale l'excédent évitable de consommation. Les concepts de prévention des déchets et d'économie circulaire rencontrent en outre d'énormes difficultés à trouver leur public et apparaissent particulièrement opaques aux yeux des citoyens. Pour autant, ces concepts renvoient bien au projet de réduire la consommation de ressources évitables.

La question se pose de savoir si le terme de gaspillage est « utilisable » dans le sens souhaité. Cette notion souffre notamment d'apparaître culpabilisante et fortement associée à la stricte sphère de l'alimentation. Son étymologie veut également que le gaspillage soit associé aux céréales et à l'alimentation des animaux. Aussi, notre projet de recherche est de réaliser une étude sur la notion de gaspillage en termes de représentations, de pratiques et de responsabilités. Notre étude sera réalisée en nous appuyant sur la théorie des représentations sociales et sur le modèle du comportement planifié. Ces champs théoriques issus de la psychologie sociale apparaissent particulièrement complémentaires afin d'identifier les univers cognitifs et comportementaux associés au gaspillage.

Porteur du projet : Gaëlle Boulbry (Maître de Conférences, Université de Bretagne Sud)

Partenaires : Nicolas Gueguen, revue de la littérature, analyse des résultats et valorisation des résultats, Mickaël Dupre, revue de la littérature, pré-test du questionnaire, analyse des résultats et valorisation des résultats, Emilie Ferreira, revue de la littérature, pré-test du questionnaire, analyse des résultats et valorisation des résultats

Période de réalisation : novembre - décembre 2016

PREFACE2 - Pratiques et représentations face à l'Etat (vague 2) (85,8 % de répondants)

Objectifs : L'objectif de ce projet est de cerner le rapport que les citoyens entretiennent à l'égard de l'État. On s'intéresse tout autant aux pratiques qu'aux représentations des enquêtés, en faisant varier les institutions, de façon à prendre en compte d'éventuelles discordances et à montrer que le rapport à l'État n'est ni univoque, ni unidimensionnel. La première partie du module vise à cerner les conditions concrètes d'accès aux différentes administrations et les ressources dont disposent les enquêtés dans leurs échanges avec les agents de l'État. On s'intéresse ensuite aux variations qui existent dans l'accès à la matière fiscale, à la fois d'un point de vue pratique et sur le plan des représentations. Le rapport à l'école peut aussi être considéré comme un révélateur d'une relation spécifique à l'État : on s'interroge ici sur les contacts plus ou moins réguliers avec des enseignants, l'acceptation de déléguer l'éducation des enfants et le degré d'investissement pratique dans l'institution scolaire publique. La quatrième partie du module vise à appréhender la place

qu'occupent la police et la gendarmerie dans l'univers quotidien des citoyens. Il s'agit de savoir quel est le niveau de proximité et de familiarité à la fois pratique et symbolique que les répondants entretiennent avec les forces de l'ordre. Enfin, on s'efforce de cerner les raisons et les déterminants qui conduisent les individus à s'adresser à la justice pour arbitrer un litige ; on mesure également les représentations qu'ils ont de la justice et de ceux qui la mettent en œuvre.

Porteur du projet : Alexis Spire (Directeur de recherche CNRS - EHESS)

Partenaires : Lorenzo Barrault-Stella et Philippe Bongrand sur le rapport à l'école, Nicolas Delalande et Alexis Spire sur le rapport à l'impôt, Yasmine Siblot sur le rapport aux administrations, Eleonora El Guezabal, Nicolas Renahy et Jeremie Gauthier sur le rapport aux forces de l'ordre et Aude Lejeune sur le rapport à la justice, Cédric Huguée et Etienne Penissat pour la méthodologie d'enquêtes par questionnaire

Période de réalisation : janvier - février 2017

Enquête annuelle 2017 (87,8 % de répondants)

Objectifs : Il s'agit de disposer chaque année de nombreuses variables socio-démographiques (renseignements signalétiques, travail et formation, description du ménage, logement et quartier, revenus et patrimoine) ainsi que de variables de croisement et d'indicateurs fréquemment utilisés en sciences humaines et sociales (liens sociaux, loisirs/culture, religion, politique, santé et habitudes de vie). Le questionnaire a été construit en collaboration avec plusieurs chercheurs spécialistes des thèmes abordés et avec les membres du comité scientifique et technique. En outre, les questions retenues sont très largement issues d'enquêtes existantes et une grande partie sera répétée une fois par an. La plupart des variables socio-démographiques sont systématiquement appariées aux fichiers de données diffusés.

Porteur du projet : ELIPSS

Période de réalisation : mars - avril 2017

LUDENQUETE - Cultures et pratiques ludiques en France : le cas des jeux de société (86,5 % de répondants)

Objectifs : Le projet d'enquête « Cultures et pratiques ludiques en France » a pour objectif :
1/ d'établir un état des lieux des pratiques de jeu de société en France ;
2/ et d'étudier la diversité et la place des pratiques de jeu de société dans la population française au sein des autres pratiques ludiques et des pratiques culturelles en générales.
Outre une cartographie précise des usages, il s'agit d'analyser le caractère culturel et social du jeu de société au prisme des modèles canoniques de la sociologie de la culture. Le jeu de société est-il un « art moyen » ? Une culture populaire ? Une pratique savante ? Une pratique de masse ? Répond-il à des logiques de distinction ou d'éclectisme ? Plus précisément, existe-t-il des hiérarchies culturelles qu'opèrent les acteurs entre les genres de jeu de société ? Sur quels types de jeu ? Au sein de quels types de sociabilité se déploie-t-il ?

Pour répondre à ces questions et ces objectifs, le questionnaire a été construit en 6 ensembles de variables :

- 1) Pratiques ludiques générales (mesure de la diversité des formes de jeu que pratiquent les enquêtés)
- 2) Test de culture ludique (mesure de l'étendue de la connaissance des enquêtés concernant le marché du jeu de société et sa diversité)

- 3) Pratiques et fréquences du jeu de société (mesure des régularités de la pratique)
- 4) Sociabilité du jeu de société (étude de la diversité des sociabilités liées au jeu de société et leur évolution dans le temps)
- 5) Les lieux du jeu (étude des espaces domestiques et extérieurs dans lesquels se déploie la pratique)
- 6) Rapport au jeu (mesure de l'attachement des enquêtés à la pratique du jeu de société).

Porteur du projet : Vincent Berry (Maître de conférence Paris13)

Partenaires : Manuel Boutet (analyse des données : lieux et territoires du jeu de société, cultures ludiques et profils de joueurs), Gilles Brougère (analyse des données, co-coordination scientifique et opérationnelle du projet), Aymeric Brody (analyse des données : pratiques de jeux d'argent de mises), Samuel Coavoux (conception du questionnaire, analyse des données, stratification sociale des pratiques), Nathalie Roucoux (analyse des données : cultures ludiques et profils de joueurs), Samuel Rufat (analyse des données, stratification sociale des pratiques), Hovig Ter Minassian (Conception du questionnaire, analyse des données) et Vinciane Zabban (analyse des données, cultures ludiques et profils de joueurs)

Période de réalisation : avril - mai 2017

SERIES - Sociologie des séries télévisées : goûts, dispositifs et modalités de la pratique (82,9 % de répondants)

Objectifs : Le projet porte sur le goût et la consommation des séries télévisées en France qui, depuis une dizaine d'années, sont devenues l'objet d'un investissement social et culturel que manifestent tout autant l'amateurisme déclaré d'une partie des individus pour ce genre que leur forte présence sur les chaînes TV aux dépens du film. Ce projet vise, d'une part, à combler l'absence d'enquête quantitative fine et représentative des goûts et des pratiques susceptibles d'exister au sein de la population française et, d'autre part, à appréhender la signification qu'ont acquise les séries dans l'univers des pratiques culturelles à travers des questions qualitatives.

Le cadre d'analyse du projet est adossé à un modèle attentif à la stratification et à la différenciation sociologique des pratiquants mais aussi à la diversification culturelle des répertoires de goûts. Il s'inscrit dans le contexte de transformation des pratiques culturelles depuis les années 1990 dans la société française qui ont été décrites comme plus éclectiques, moins contraintes, institutionnellement et matériellement, et inscrites dans l'expérience biographique. Les travaux menés en sociologie de la culture concourent à formuler l'hypothèse d'une reconfiguration du goût culturel par des objets nouveaux (en termes de genres, de supports, de discours), dont la série fait partie, des contextes de pratiques diversifiés (en famille, entre amis, au travail, en solitaire...) et des socialisations plurielles (sociale, générationnelle, de pairs...).

Le questionnaire, structuré en 7 modules, vise à recueillir des données permettant de mener une sociographie du goût sériel et une sociologie des pratiques :

1) la pratique de la télévision - 2) séries visionnées (catégorisation indigène du genre "série") - 3) habitudes de visionnage (fréquence, temporalité et sociabilité) - 4) goût (genre d'appartenance des séries appréciées et rejetées) - 5) modalités de la pratique (supports matériels de visionnage, services utilisés, VO versus VF, achats, stockage et objets) - 6) information, prescription et recommandation - 7) connaissance et valeur accordée aux séries.

Porteur du projet : Hervé Glevarec (Directeur de recherche CNRS / Paris-Dauphine)

Partenaires : Clément Combes

Période de réalisation : juin - juillet 2017

Pratiques numériques 2017 (85,1 % de répondants)

Objectifs : Largement inspirée de l'enquête TIC, cette enquête est administrée aux panélistes chaque année depuis leur entrée dans le panel afin de mesurer l'évolution de leurs pratiques numériques. Elle traite de l'accès à Internet, de l'utilisation d'Internet et des compétences numériques.

Porteur du projet : ELIPSS

Période de réalisation : juillet - août 2017

GLOCALMAP - Hiérarchisation, délimitation et identification des échelles territoriales (82,5 % de répondants)

Objectifs : Cette enquête a pour objectif de proposer une première photographie de la situation des perceptions des niveaux territoriaux pertinents pour la population française, dans un cadre de questionnement sur les effets de la mondialisation, souvent appréhendée comme un processus de redistribution des échelles ou « rescaling » affectant toutes les dimensions de la vie en société.

Au-delà de cet état des lieux, il est à travers ce questionnaire proposé de tester l'hypothèse d'une compétition voire d'une transition historique entre deux systèmes d'organisation territoriale de la vie en société. D'un côté, le système «État-Département-Commune», héritier du processus séculaire de formation des États-Nations et ayant atteint son gabarit optimal au XIXe siècle. D'un autre côté, le système «Union européenne-Région-Intercommunalités-Quartiers» qui se développe lentement dans les interstices du précédent tout au long du XXe siècle et émerge comme un concurrent de plus en plus sérieux au début du XXIe siècle. Ce nouveau système correspondrait à de nouveaux modes d'organisation de la société davantage polycentrique et réticulaire que lors du précédent, du moins dans un premier temps.

Si les variations des échelles territoriales d'appartenance par génération constituent la cible principale de ces investigations, trois autres dimensions sont considérées au travers de ce questionnaire : la dimension spatiale (effets régionaux de localisation), la dimension sociale et la dimension politique.

Porteur du projet : Claude Grasland (Professeur des universités Paris-Diderot)

Partenaires : Clarisse Didelon-Loiseau (coordinatrice opérationnelle du projet Glocalmap), Sandrine Berroir, Arnaud Brennetot et Hugues Pécout

Période de réalisation : septembre- octobre 2017

SVEN - Styles de vie et environnement (83,3 % de répondants)

Objectifs : Ce projet d'enquête se propose d'explorer conjointement les représentations et attitudes des français à l'égard des questions d'environnement et l'impact environnemental de leurs modes de vie. Il s'inscrit dans un projet de recherche plus vaste retenu par l'ANR en 2011 au titre de l'appel à projet "Changement environnementaux planétaires et sociétés" de l'ANR. Il interroge les implications sociales et politiques du consensus scientifique et politique qui existent aujourd'hui autour de l'idée que les caractéristiques des modes de vie courants dans les sociétés occidentales contemporaines sont à l'origine d'importantes externalités environnementales qui contribuent fortement au changement climatique et à l'épuisement des ressources, aussi bien qu'à la réduction de la biodiversité. Dans ce projet il s'agit de saisir ensemble les rapports pratiques et symboliques à l'environnement à travers un questionnaire qui comprend d'une part un volet attitude et d'autre

part six volets relatifs à des pratiques dans les domaines de l'alimentation, de l'habillement, de la consommation d'énergie, des déchets et du recyclage, de l'usage d'eau et du transport. Le projet d'enquête propose ainsi de rompre avec la division habituelle du travail de collecte des données en intégrant beaucoup plus étroitement dans le même questionnaire la dimension des attitudes, valeurs, opinions en matière d'environnement et celle des pratiques, modes de consommation, styles de vie générateurs d'impacts environnementaux, en s'appuyant sur les spécificités du dispositif ELIPSS.

Porteur du projet : Ivaylo Petev (Chargé de recherche CNRS - CREST)

Partenaires : Jean-Baptiste Comby, Philippe Coulangeon, Yoann Demoli (coordinateur opérationnel), Geneviève Pruvost

Période de réalisation : octobre - novembre 2017

FLIP - Culture financière et comportements patrimoniaux des français (81,7 % de répondants)

Objectifs : L'objectif de cette enquête est de proposer des mesures pertinentes de la culture économique et financière des Français. L'évaluation du niveau des connaissances économiques et des capacités des personnes à décrypter les questions financières représente aujourd'hui un défi important dans la plupart des pays développés. En effet, de nombreux travaux ont montré que l'éducation financière influence les décisions patrimoniales des ménages en particulier la préparation de la retraite, l'endettement et les choix de portefeuille. Ce projet de recherche a pour objectif de fournir aux chercheurs et aux décideurs une base de données pertinente sur l'éducation financière des épargnants afin d'en mesurer le rôle sur leurs comportements financiers. Un travail liminaire a permis d'élaborer un questionnaire pour d'une part, mesurer les connaissances financières des individus et d'autre part, décrire leur patrimoine (financier ou non). Cette enquête permettra de recueillir des données à partir d'un échantillon de ménages français qui seront analysées afin d'étudier le lien entre les connaissances économiques et financières des ménages et leurs comportements patrimoniaux.

Porteur du projet : Luc Arrondel (Directeur de recherche CNRS - PSE)

Partenaires : Stéphane Loret, Hector Calvo Pardo, Majdi Debbich, André Masson, Frédérique Savignac

Période de réalisation : décembre 2017